

C'est dans cet esprit que j'ai lancé, avec mon collègue Bernard Valcourt, l'Initiative de la Prospérité.

L'Initiative de la Prospérité recense cinq domaines dans lesquels nous devons progresser pour maintenir notre place sur les marchés mondiaux. Ces domaines sont : le savoir et l'apprentissage, les sciences et la technologie, le financement de la croissance, le marché intérieur et le commerce extérieur. Chacun de ces domaines est important.

Les pays qui réussissent aujourd'hui sont ceux qui valorisent l'apprentissage. Il nous faut donc améliorer nos connaissances de base, et aussi favoriser les connaissances scientifiques et techniques.

En l'an 2000, quarante pour cent de nos emplois exigeront au moins 16 années de scolarité, comparativement à 23 % aujourd'hui. Les deux-tiers des nouveaux emplois exigeront un diplôme d'études secondaires.

Pourtant, en ce moment 30 % - 36 % au Québec - de nos étudiants quittent l'école avant la fin du cours secondaire. Comment pourront-ils répondre aux exigences du marché?

Mais il nous faut aussi agir sur la formation en cours d'emploi. À l'heure actuelle, nos entreprises consacrent à la formation de leurs employés deux fois moins d'argent que les entreprises américaines, cinq fois moins que celles du Japon, et huit fois moins que celles de l'Allemagne.

Dans le domaine des sciences et de la technologie, seulement 4 % de nos entreprises manufacturières font de la recherche. Leurs investissements dans ces domaines sont deux fois moins élevés que ceux de nos concurrents de l'Allemagne, des États-Unis et du Japon.

Il faut que nos entreprises - particulièrement les PME du secteur manufacturier - saisissent toutes les occasions d'acquérir et de développer de nouvelles technologies. Il en va de leur compétitivité et de leur survie.

Nous devons aussi prendre les moyens de financer la croissance et l'innovation. A cet égard, nous avons déjà adopté de nombreuses mesures, comme la réforme fiscale et celle des institutions financières. L'Initiative de la Prospérité nous aidera à identifier d'autres moyens, pour que les entreprises innovatrices aient accès à un meilleur financement. Nous devons également stimuler l'orientation internationale de nos entreprises, surtout des PME. Seulement le tiers de nos compagnies manufacturières ont des activités d'exportations.

Les PME ne doivent pas avoir peur de prospecter les marchés et de conclure, dans ce but, des alliances stratégiques avec d'autres compagnies. Enfin, pour que les compagnies canadiennes aient du succès sur les marchés étrangers, notre propre marché intérieur doit aussi être compétitif. C'est pourquoi nous devons éliminer au plus vite les barrières interprovinciales au commerce.